Depuis 1995, la CNT-FAU est présente à Rennes 2. En 1998, elle a acquis un local qu'elle a conservé jusqu'alors.

Aujourd'hui, l'Université Rennes 2 prévoit de faire des travaux, et donc de détruire les préfabriqués pour construire un nouveau bâtiment, en partenariat public-privé avec Eiffage et Orange. Ce nouveau bâtiment rentre dans le cadre du projet campus numérique initié par l'Université : un projet à la hauteur de 60 millions d'euros qui vise au développement de technologies « innovantes » sur le Campus.

On connaît les risques d'un tel partenariat : en 2011, Eiffage signe un partenariat public-privé pour la création d'un hôpital en Ille-de-France, dont les conséquences sont désastreuses puisque le bâtiment s'avère inexploitable, Eiffage n'ayant pas respecté les normes de sécurité sanitaire lors de la construction.

« C'est un choix politique et je l'assume totalement »

Mais au delà de la question du partenariat public-privé, il y a la question de la destruction des préfabriqués et ses conséquences : notre section syndicale était logée jusque là dans ces bâtiments, et bien évidemment, la présidence de Rennes 2, équipe SGEN-CFDT, a sauté sur l'occasion pour nous expulser du campus. « C'est un choix politique et je l'assume totalement », entend-on de la bouche d'une vice-présidence bien énervée que nous ne nous laissions pas expulser sans rien dire.

La présidence a toujours fait la sourde oreille à nos demandes de relogement. Nous avons par la suite reçu le 7 décembre 2013 un courrier confirmant notre expulsion et nous demandant de bien vouloir « libérer le local » pour le 7 janvier, et, dans son extrême bonté, la présidence nous y proposait le prêt de « bennes à ordures » . Depuis le 6 janvier, nous occupons jour et nuit notre local pour protester contre notre expulsion. Cela fait maintenant deux semaines que nous tenons l'occupation, et pour l'instant, nous avons eu de nombreux retours positifs de la part des étudiant-e-s et personnels de l'université. Pour faire vivre l'occupation, nous avons multiplié les activités : ateliers d'initiation au breton, soirées jeux de société, ateliers réparation de vélo…

La pétition exigeant notre relogement a été signée pour l'instant par plus de 350 personnes. La manifestation exigeant notre relogement a elle rassemblé une cinquantaine de personnes. Mais la présidence, bien décidée à expulser un syndicat qui la dérange de par son activité dans les précédents mouvements universitaires, refuse de réattribuer un local à la CNT-FAU : « On a un problème avec un syndicat en particulier ». La non-présence de la CNT-FAU aux élections étudiantes devient l'argument phare de la présidence pour justifier sa décision.

C'est finalement à notre façon de faire du syndicalisme, sur le terrain et de manière horizontale, et non en siégeant dans les instances d'une démocratie universitaire fantoche, que la présidence de Rennes 2 s'attaque.

Un coup contre l'un d'entre nous est un coup contre toutes et tous.

Une lutte à suivre et à soutenir sur : unlocalpourlafau.noblogs.org